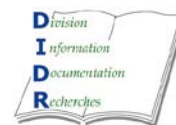


GUINEE EQUATORIALE



12 mai 2020



La « tentative de coup d'Etat » du 24 décembre 2017

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Des troubles à la frontière équato-camerounaise.....	3
2. Une enquête à dimension régionale, entre psychose et coopération	3
3. Poursuites judiciaires et condamnations	5
4. Un détérioration brutale du climat politique	7

Résumé : Au début de l'année 2018, les autorités ont annoncé avoir déjoué avec l'aide du Cameroun un coup d'Etat destiné à renverser le 24 décembre 2017 le Président Theodoro Nguema Obiang. Le complot aurait été ourdi par un groupe « d'opposition radical exilé en Europe », avec l'appui de « financements français » et de « mercenaires étrangers ». Si l'enquête prend un tournant régional, la défiance de Malabo envers N'Djaména ne cesse de croître de telle sorte que les observateurs craignent une déstabilisation de la région. Des peines extraordinaires sont prononcées à l'encontre des instigateurs présumés, parmi lesquels des opposants au régime mais aussi des caciques du parti au pouvoir. Entre purge interne et répression de l'opposition, le climat politique s'est nettement détérioré depuis lors.

Abstract: At the beginning of the year 2018, the government announced that a coup d'état designed to overthrow President Theodoro Nguema Obiang on December 24, 2017 had been thwart with the help of the Cameroonian authorities. The plot was reportedly conceived by a "radical" opposition group exiled in Europe, with the support of "French funding" and "foreign mercenaries". The investigation took a regional turn but Malabo's growing distrust over N'Djamena began to threaten the stability of the region. Extraordinary sentences have been pronounced against opponents to the regime as well as members of the ruling party. The political climate has deteriorated significantly since then.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Des troubles à la frontière équato-camerounaise

La première mention dans la presse d'une tentative avortée de coup d'Etat en Guinée équatoriale est attribuée au site d'information *Cameroon-Info.net*. Le 28 décembre 2017, le site d'actualité camerounais raconte que, dans la nuit du 27 au 28 décembre 2017, une trentaine d'hommes présentés comme des « mercenaires », de nationalité soudanaise, tchadienne et centrafricaine, ont été interpellés par les forces de sécurité à Kye-Ossi, ville camerounaise proche de la frontière équato-guinéenne¹.

Ces « mercenaires » auraient eu l'intention de traverser la frontière à d'Ebeiyin pour soutenir un coup d'Etat. D'après les sources sécuritaires équato-guinéennes citées par *Jeune Afrique*, ce groupe aurait été mené par « un général équato-tchadien proche de Gabriel Nse Obiang Obono », président du parti d'opposition Citoyens pour l'innovation (CI)².

Ces éléments ne sont pas immédiatement confirmés par les autorités équato-guinéennes. Le 30 décembre 2017, le président Teodoro Obiang Nguema mentionne vaguement, lors de son discours de vœux à la nation, une « guerre » en préparation afin de le pousser à quitter le pouvoir³. On apprend le même jour que l'ambassadeur de Guinée-équatoriale au Tchad, Enrique Nsue Anguesom, a été arrêté dans la ville d'Ebeiyin et placé en détention dans le camp de militaire de Bata⁴.

Le 3 janvier 2018, le ministre de la Sécurité nationale, Nicolas Obama Nchama, confirme que « le 24 décembre, un groupe de mercenaires tchadiens, soudanais et centrafricains ont infiltré les localités de Kye-Ossi, Ebeiyin, Mongomo, Bata et Malabo pour attaquer le chef de l'État, qui se trouvait dans le palais présidentiel de Koete Mongomo pour passer les fêtes de fin d'année »⁵.

2. Une enquête à dimension régionale, entre psychose et coopération

A la suite de ces révélations, la Guinée Equatoriale annonce le déploiement d'une « opération de démantèlement en collaboration avec les services de sécurité du Cameroun »⁶.

D'après des sources camerounaises citées par *Jeune Afrique*, la Guinée Equatoriale ferme ses frontières au niveau de la localité d'Ebeiyin, où une importante présence sécuritaire a été mobilisée. Les autorités ont par ailleurs rapporté des affrontements entre militaires et « mercenaires » dans une forêt à proximité, se soldant par un mort⁷. Plusieurs dizaines de personnes sont arrêtées, en particulier dans la localité camerounaise de Kye-Ossi et ses alentours⁸. Des armes de guerre, en particulier des roquettes, sont retrouvées dans la région par les autorités camerounaises⁹.

L'affaire prend une dimension régionale lorsque l'identité du meneur présumés des « mercenaires » arrêtés dans la nuit du 26 au 27 décembre 2017 est révélée. Il s'agit de

¹ Cameroon-Info.net, 28/12/2017, [url](#)

² Jeune Afrique, 29/12/2017, [url](#)

³ Jeune Afrique, 03/01/2018, [url](#)

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ Jeune Afrique, 05/01/2018, [url](#)

⁷ *Ibid.*

⁸ Cameroon-Info.net, 30/01/2018, [url](#) ; Cameroon-Info.net, 05/02/2018, [url](#)

⁹ Cameroon-Info.net, 12/01/2018, [url](#)

Mahamat Kodo Bani. Cet homme de nationalité tchadienne, présenté comme un ancien général proche du président Idriss Déby, est suspecté d'être l'un des cerveaux de l'opération¹⁰. Arrêté à Douala, il révèle aux forces de sécurité camerounaises que son contingent, composé d'environ 200 hommes, avait pour mission de se rendre à Malabo pour soutenir le putsch¹¹.

La Guinée Equatoriale suspecte le Tchad d'avoir tenté de renverser le président Teodoro Nguema Obiang. Ces soupçons se traduisent par des rafles visant des ressortissants tchadiens, si bien qu'au début janvier 2018, le ministre des Affaires étrangères tchadien, Mahamat Zene Cherif, se rend à Malabo pour obtenir la libération de ses compatriotes. Il dément toute implication de N'Djaména et dénonce une « campagne de désinformation faisant croire que le cerveau était un général de l'armée tchadienne, alors qu'il n'a jamais été un officier général ni un membre de l'effectif de l'armée tchadienne »¹².

Le 17 janvier 2018, le Président Teodoro Obiang Nguema, qui répond aux questions de Radio France Internationale (RFI) et France 24, explique que la tentative de coup d'Etat du 24 décembre 2017 impliquait des « mercenaires » en provenance du Tchad, de Centrafrique et du Soudan, et qu'elle a été commanditée, organisée et financée depuis la France. S'il n'engage pas immédiatement la responsabilité de N'Djaména, il s'interroge néanmoins sur la façon dont les autorités tchadiennes ont pu laisser des hommes en armes parcourir 1 400 km en direction de Malabo sans qu'ils ne soient jamais arrêtés¹³.

Face à la polémique sur le rôle du Tchad, le ministre des Affaires étrangères tchadien Chérif Mahamat Zene dément toute implication du président Idriss Déby. Il veut rassurer sur l'esprit d'entente et de coopération régnant entre Malabo et N'Djaména, soulignant par ailleurs la complexité d'une affaire ayant mobilisé des acteurs de nationalités diverses¹⁴.

L'escalade des tensions inquiète jusqu'à l'Organisation des Nations Unies (ONU). En visite au Tchad, le représentant spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, François Louceny Fall, appelle les Etats de la région au maintien de la libre circulation et à la paix régionale¹⁵.

Malgré les déplacements à Malabo de diplomates en signe de soutien et d'apaisement, le ministre équato-guinéen des Affaires étrangères, Agapito Mba Mokuy, annonce le retrait de la Guinée Equatoriale des accords de libre circulation au sein de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique centrale (CEMAC)¹⁶. En avril 2018, la circulation sera rétablie par la suite au passage à la frontière qui jouxte la ville d'Ebebiyin¹⁷.

Durant l'été 2019, les relations se crispent entre la Guinée équatoriale et le Cameroun. En effet, des éléments de l'armée camerounaise soutiennent que des militaires équato-guinéens ont réalisé, sur le territoire camerounais, des mesures préalables à la construction d'un mur. Un émissaire est dépêché près du président Paul Biya pour démentir les velléités expansionnistes prêtées à Malabo¹⁸.

Très vite, les autorités équato-guinéennes affirment aussi que la tentative de putsch a été préparée et pilotée depuis le territoire français. Malabo appelle Paris à la collaboration dans l'enquête. Fin mars 2018, l'ambassadeur de Guinée équatoriale en France déclare que trois

¹⁰ Jeune Afrique, 05/01/2018, [url](#)

¹¹ Cameroon-Info.net, 05/02/2018, [url](#)

¹² Radio France Internationale (RFI), 07/01/2018, [url](#); RFI, 05/01/2018, [url](#)

¹³ France 24, 17/01/2018, [url](#)

¹⁴ RFI, 18/01/2018, [url](#)

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Jeune Afrique, 11/01/2018, [url](#)

¹⁷ Cameroon-Info.net, 21/04/2018, [url](#)

¹⁸ Voice of America (VOA), 06/08/2019, [url](#); Deutsche Welle, 16/08/2019, [url](#); Cameroon-Info.net, 18/08/2019, [url](#)

autres Français pourraient être encore impliqués¹⁹. A la même époque, le fils du président équato-guinéen et vice-président du pays, Teodorin Obiang, est poursuivi par la justice française Paris dans l'affaire dites des « biens mal acquis »²⁰.

3. Poursuites judiciaires et condamnations

En mars 2018, le procureur général de la République de Guinée Equatoriale annonce avoir déposé une plainte pénale près du tribunal de Bata pour des faits de terrorisme, rébellion, trahison, possession et dépôt d'armes et de munitions, contre près de 130 personnes – de nationalités équato-guinéenne et étrangères – pour leur rôle présumé dans la « tentative de coup d'Etat terroriste et mercenaire » du 24 décembre 2017²¹.

Selon le parquet, parmi les principaux nationaux suspectés d'avoir commandité la tentative de coup d'Etat, figurent notamment²² :

- Martin Obiang Ondo, ex-magistrat au tribunal de Malabo, l'un des leaders du Mouvement pour la Libération de la Guinée équatoriale IIIème République (MLGE-IIIIR)^{23 24} ;
- Ruben Clemente Nguema Engonga, autre leader du MLGE-IIIIR, fils du Ministre de l'Intérieur Clemente Engonga Nguema Onguema et président du tribunal de Bata, par ailleurs proche de Salomon Abeso Ndong²⁵ ;
- Bienvenido Ndong Ondo, également connu sous le pseudonyme de « Ricky », entrepreneur et trésorier du MLGE-IIIIR²⁶ ;
- Feliciano Efa Mangue, militant du MLGE-IIIIR²⁷ ;
- Salomon Abeso, neveu d'un ancien président de l'Assemblée nationale, est exilé en Europe après avoir été condamné à mort puis gracié pour son implication dans une précédente tentative de coup d'Etat en 2004. Il fonde en 2013 à Paris à l'initiative de la Coalition d'opposition pour la restauration d'un Etat démocratique (CORED), plateforme de l'opposition en exil, fondée en 2013 à Paris²⁸ ;
- Desiderio Ondo Ndong, colonel de l'armée, directeur de l'académie militaire Emigo, parent de Bienvenido Ndong Ondo et Martin Obiang Ondo²⁹
- Secundino Esono Mba, ex-lieutenant de l'armée de l'air, beau-frère de Bienvenido Ndong Ondo³⁰ ;
- Enrique Nsue Anguesomo, ex-ambassadeur de Guinée équatoriale au Tchad³¹ ;
- Julian Ondo Nkum, ex-directeur de la sécurité présidentielle³².

¹⁹ RFI, 21/03/2018, [url](#)

²⁰ Jeune Afrique, 11/02/2020, [url](#)

²¹ Gouvernement de la Guinée équatoriale, 14/03/2018, [url](#) ; Convergence pour la Démocratie sociale en Guinée équatoriale, 09/07/2019, [url](#)

²² Gouvernement de la Guinée équatoriale, 14/03/2018, [url](#) ; Convergence pour la Démocratie sociale en Guinée équatoriale, 09/07/2019, [url](#)

²³ Asodegue Segunda Etapa, 26/11/2019, [url](#) ; VOA, 25/01/2018, [url](#)

²⁴ Le MLGE-IIIIR est un groupe d'opposants en exil qui militent depuis l'Espagne pour une alternance politique en Guinée Equatoriale. Il est considéré comme un organisation terroriste par les autorités équato-guinéennes.

²⁵ Jeune Afrique, Putsch déjoué en Guinée équatoriale : les commanditaires présumés désignés par Malabo, 16/01/2018, [url](#) ; VOA, 25/01/2018, [url](#)

²⁶ Asodegue Segunda Etapa, 26/11/2019, [url](#)

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Jeune Afrique, Putsch déjoué en Guinée équatoriale : les commanditaires présumés désignés par Malabo, 16/01/2018, [url](#)

²⁹ Convergence pour la Démocratie sociale en Guinée équatoriale, 09/07/2019, [url](#) ; Asodegue Segunda Etapa, 28/03/2019, [url](#)

³⁰ Convergence pour la Démocratie sociale en Guinée équatoriale, 09/07/2019, [url](#)

³¹ Jeune Afrique, Putsch déjoué en Guinée équatoriale : les commanditaires présumés désignés par Malabo, 16/01/2018, [url](#)

³² Convergence pour la Démocratie sociale en Guinée équatoriale, 09/07/2019, [url](#)

Les principales personnalités étrangères poursuivies sont³³ :

- Dominique Calace de Cerluc, de nationalité française, ayant travaillé en qualité de conseiller près de l'ambassade de Guinée Equatoriale, proche de l'opposition en exil³⁴ ;
- Ahmed Dialo, de nationalité centrafricaine, frère de Sani Yalo, personnalité proche du président centrafricain Archange Touadéra³⁵ ;
- Mahamad Kodo Bani, ancien gradé de l'armée tchadienne ayant combattu au Darfour, proche de la garde rapprochée du Président Idriss Déby, il est limogé de l'armée en 2010 pour une affaire fiscale. A la faveur d'une amnistie, il est libéré après trois ans de prison et rejoint les rebelles de la Séléka en Centrafrique³⁶.

D'après le parquet, qui dit s'être appuyé sur des informations recueillies auprès des services de renseignements avec l'assistance des pays de la région tel que le Cameroun, ce groupe d'Equatoguinéens aurait contracté pour la somme de 500 000 euros le Français Dominique Calace de Ferluc afin qu'il engage deux « mercenaires » étrangers, Mahamat Kodo et Ahmed Diallo, pour piloter une opération visant à destituer le Président Theodoro Nguema Obiang³⁷.

Ces conclusions préliminaires s'appuient notamment sur les révélations de la part de Mahamat Kodo Bani, interpellé et détenu au Cameroun, selon lesquelles il aurait reçu de l'argent de la part du Français pour exécuter le plan³⁸.

Un procès géant se déroule entre le 22 mars 2019 et le 31 mai 2019. Près de la moitié des accusés sont jugés par contumace³⁹. Plus de 130 accusés sont condamnés à des peines allant de 3 à 96 ans de prison et seulement 21 personnes sont relaxées.

Présentés comme les cerveaux de l'opération, les leaders du MLGE-IIIR Bienvenido Ndong Ondo, Martin Obiang Ondo, et Ruben Clemente Nguema Engonga sont condamnés à 96 ans de prison⁴⁰. Salomon Abeso Ndong et Dominique Calace de Ferluc sont condamnés à 59 ans⁴¹. L'ex-ambassadeur de Guinée Equatoriale au Tchad est condamné à 50 ans de prison. L'ancien directeur de la sécurité est condamné à 20 ans de prison⁴². L'ex-directeur de la sécurité du président Julian Ondo Nkumu écope de 21 ans d'emprisonnement⁴³.

Les associations de défense des droits humains dénoncent un procès inique et entaché de nombreuses irrégularités, plusieurs accusés ayant notamment expliqué avoir été victime de tortures au cours de leur détention⁴⁴.

Parallèlement, s'ouvre au Cameroun en juillet 2019 un deuxième procès dans lequel Mahamat Kodo Bani et 26 autres « mercenaires » présumés, de nationalités tchadienne et centrafricaine, sont poursuivis pour « co-action de tentative d'assassinat » et « hostilité contre la patrie »⁴⁵.

³³ Gouvernement de la Guinée équatoriale, 14/03/2018, [url](#) ; 09/07/2019, [url](#)

³⁴ Le Monde, 15/03/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 20/03/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 22/03/2019, [url](#)

³⁵ Jeune Afrique, Putsch déjoué en Guinée équatoriale : qui sont les « chiens de guerre » arrêtés par Malabo ?, 16/01/2018, [url](#)

³⁶ RFI, 07/01/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, Putsch déjoué en Guinée équatoriale : qui sont les « chiens de guerre » arrêtés par Malabo ?, 16/01/2018, [url](#)

³⁷ Gouvernement de la Guinée équatoriale, 14/03/2018, [url](#) ; Convergence pour la Démocratie sociale en Guinée équatoriale, 09/07/2019, [url](#)

³⁸ Cameroon-Info.net, 06/02/2018, [url](#)

³⁹ Jeune Afrique, 22/03/2019, [url](#)

⁴⁰ Deutsche Welle, 01/06/2019, [url](#)

⁴¹ Deutsche Welle, 01/06/2019, [url](#) ; RFI, 02/06/2019, [url](#)

⁴² RFI, 02/06/2019, [url](#)

⁴³ Deutsche Welle, 01/06/2019, [url](#)

⁴⁴ American Bar Association, 01/05/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 02/08/2019, [url](#)

⁴⁵ RFI, 05/07/2019, [url](#)

Le 15 juin 2019, quatre cadres et militants du MLGE-IIIR, Bienvenido Ndong, Martín Obiang Ondo, Feliciano Efa et Julio Obama, résidents en Espagne et/ou de nationalité espagnole, sont « enlevés » alors qu'ils se rendaient à Juba, au Soudan du Sud. Leurs proches, qui disent les savoir incarcérés dans la prison de Bata, accusent Malabo et craignent qu'ils soient torturés⁴⁶. L'affaire suscite la réaction du ministère des Affaires étrangères espagnol et l'intérêt d'Interpol⁴⁷.

Les faits sont confirmés par des poursuites engagées contre les quatre militants du MLGE-IIIR par la justice militaire. Ceux qui avaient déjà été condamnés par contumace en mai 2019 sont cette fois accusés d'avoir voulu organiser une seconde tentative de coup d'Etat en juin 2019. Ils auraient encore une fois bénéficié de financement français et de l'appui de « mercenaires étrangers ». Pour la justice militaire, leur voyage au Soudan du Sud avait pour objectif de se procurer des armes et des munitions destinés à des combattants postés aux frontières de la Guinée équatoriale, avec le Congo, le Gabon et la Cameroun⁴⁸.

Une quinzaine de personnes sont poursuivies, Equatoguinéens comme étrangers. Les peines prononcées en mars 2020 s'échelonnent entre 60 et 90 ans de prison⁴⁹.

4. Un détérioration brutale du climat politique

Face au discours des autorités, certaines sources marquées à l'opposition suggèrent plutôt que la tentative de coup d'Etat aurait été ourdie depuis les rangs de Parti démocratique de Guinée Equatoriale (PDGE), le parti au pouvoir. En novembre 2018, une purge a effectivement lieu dans les rangs du PDGE⁵⁰.

Ainsi, le site d'investigation *Diario Rombe* suggère par exemple que plusieurs personnalités politiques à l'image de l'ancien président de la Cour suprême Juan Carlos Ondue Angue, ont été écartées de l'appareil d'Etat, afin d'empêcher des alliances nobiliaires entre divers clans natifs de Mongomo suspectés d'être les véritables instigateurs de la tentative manquée de coup d'Etat⁵¹. Un article paru sur le site de *Radio Macuto* défend également la thèse d'une « révolution de palais ». La société Euromarfil, dirigée par le trésorier du MLGE-IIIR, aurait ainsi pu servir de tontine à des personnalités politiques favorables à une alternance politique pour financer le putsch⁵².

L'opposition, qui était déjà la cible de pressions continues de la part des autorités, est considérée comme un bouc-émissaire. Elle fait l'objet d'une plus dure répression depuis décembre 2017. D'abord, entre décembre 2017 et janvier 2018, plus de 150 militants du parti Citoyens d'Initiatives (CI) sont raflés par les forces de sécurité, en particulier dans les villes de Mogomo et Bata. L'opposition dénonce des arrestations et détentions extrajudiciaires, marquées par des faits de torture. En février 2018, le parti CI est dissous au motif que ses militants se sont livré à des violences contre les forces de sécurité en marge de la campagne aux élections législatives de novembre 2017. En mai 2018, 21 militants dont Jesus Mitogo, le seul député d'opposition (CI) siégeant à l'Assemblée nationale, sont condamnés à 30 ans de prison pour « sédition »⁵³.

⁴⁶ El Pais, 25/11/2019, [url](#)

⁴⁷ El Pais, 25/11/2019, [url](#) ; Espacios Europeos, 21/11/2019, [url](#)

⁴⁸ Gouvernement de la Guinée équatoriale, 26/03/2020, [url](#)

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Jeune Afrique, 04/11/2018, [url](#)

⁵¹ Diario Rombe, 18/01/2020, [url](#)

⁵² Radio Macuto, 04/02/2020, [url](#)

⁵³ United State Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/01/2019, [url](#) ; VOA, 26/02/2019, [url](#)

En juillet 2018, le président Theodoro Nguema Obiang initie un dialogue politique avec les partis politiques et l'opposition en exil. Dans cette veine, les militants de CI sont amnistiés en octobre 2018 dans le cadre d'une grâce présidentielle. Toutefois, le parti CI ayant été dissous par la justice, l'opposition n'espère plus pouvoir siéger à l'Assemblée nationale⁵⁴.

⁵⁴ United State Department of State, 13/03/2019, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#) ; VOA, 26/02/2019, [url](#)

Bibliographie

Sources consultées entre le 20 avril 2020 et le 11 mai 2020

Organisations non-gouvernementales

Human Rights Watch (HRW), « Guinée équatoriale : Parodie de justice suite au coup d'État manqué », 02/08/2019

<https://www.hrw.org/fr/news/2019/08/02/guinee-equatoriale-parodie-de-justice-suite-au-coup-detat-manque>

American Bar Association, "Preliminary Report on Mass Trial in Equatorial Guinea", 01/05/2019, https://www.americanbar.org/groups/human_rights/reports/mass-trial-eg/

HRW, "Annual Report 2019: Equatorial Guinea, Events of 2018", 17/01/2019, <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/equatorial-guinea>

Institutions nationales

Gouvernement de la Guinée équatoriale, « El Tribunal Militar reunido en Ovengazem ha dictado sentencia contra los implicados en el fallido segundo golpe de Estado de 2017 », 26/03/2020, <https://www.guineaecuatorialpress.com/noticia.php?id=15176>

Convergence pour la Démocratie sociale en Guinée équatoriale, « El macrojuicio de Ngolo, un proceso plagado de irregularidades », 09/07/2019, <http://www.cpdsgce.org/2019/07/09/el-macrojuicio-de-ngolo-un-proceso-plagado-de-irregularidades/>

United State Department of State, "2018 Country Reports on Human Rights Practices: Equatorial Guinea", 13/03/2019, <https://www.state.gov/reports/2018-country-reports-on-human-rights-practices/equatorial-guinea/>

Gouvernement de la Guinée équatoriale, « La Fiscalía General de Guinea Ecuatorial se querrela contra los autores y patrocinadores del Intento de Golpe Mercenario y Terrorista », 14/03/2018, <https://www.guineaecuatorialpress.com/noticia.php?id=11188>

Médias

Jeune Afrique, « « Biens mal acquis » : peine alourdie en appel en France pour Teodorin Obiang », 11/02/2020, <https://www.jeuneafrique.com/894643/politique/biens-mal-acquis-peine-alourdie-en-appel-en-france-pour-teodorin-obiang/>

Radio Macuto, « El 24-D, una intriga de palacio », 04/02/2020, <https://www.radiomacuto.net/2020/02/04/el-24-d-una-intriga-de-palacio/>

Diario Rombe, « Teodoro Obiang pretende implicar a Juan Carlos Angue Ondo y Lucas Nguema Esono en la intentona golpista de 2017 », 18/01/2020, <http://diariorombe.es/teodoro-obiang-pretende-implicar-a-jun-carlos-angue-ondo-y-lucas-nguema-esono-en-la-intentona-golpista-de-2017/>

Asodegue Segunda Etapa, « Comunicado de prensa del MLGE III R en relación con el secuestro de miembros de su partido por la dictadura de Guinea Ecuatorial. Espacios Europeos », 26/11/2019,

<http://www.asodeguesegundaetapa.org/comunicado-de-prensa-en-relacion-con-el-secuestro-de-miembros-del-mlge-iii-republica-llevado-a-cabo-por-la-dictadura-de-guinea-ecuatorial-espacios-europeos/>

El País, « Obiang captura a dos opositores con nacionalidad española », 25/11/2019,

https://elpais.com/politica/2019/11/25/actualidad/1574712104_315293.html

Espacios Europeos, « Interpol investiga el posible secuestro de Martín Obiang, Bienvenido Ndong Ondo y Feliciano Efa Mengue, miembros del MLGE III R », 21/11/2019,

<https://espacioseuropeos.com/2019/11/interpol-investiga-el-posible-secuestro-de-martin-obiang-bienvenido-ndong-ondo-y-feliciano-efa-mengue-miembros-del-mlge-iii-r/>

Cameroon-Info.net, « Cameroun / Guinée Equatoriale : Affaire du mur à la frontière camerounaise : Le ministre équato-guinéen des relations extérieures dément! », 18/08/2019,

<http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-guinee-equatoriale-affaire-du-mur-a-la-frontiere-camerounaise-le-ministre-equato-guineen-des-350319.html>

Deutsche Welle, « Malabo veut un mur à la frontière avec le Cameroun », 16/08/2019,

<https://www.dw.com/fr/malabo-veut-un-mur-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-avec-le-cameroun/a-50058538>

Voice of America (VOA), « L'armée camerounaise dénonce un projet de mur équato-guinéen à la frontière », 06/08/2019,

<https://www.voafrique.com/a/cameroun-l-arm%C3%A9e-d%C3%A9nonce-un-projet-de-mur-%C3%A9quato-guin%C3%A9en-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re/5031244.html>

Radio France Internationale (RFI), « Cameroun : début du procès du coup d'État présumé en Guinée équatoriale », 05/07/2019,

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190705-cameroun-debut-proces-tchadiens-accuses-avoir-tente-coup-etat-guinee-equatoriale>

RFI, « Procès de la tentative de coup d'État en Guinée équatoriale : le verdict est tombé », 02/06/2019, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190602-proces-tentative-coup-etat-guinee-equatoriale-le-verdict-est-tombe>

Deutsche Welle, « Guinée Equatorial condena mais de 130 por tentativa de golpe de Estado », 01/06/2019,

<https://www.dw.com/pt-002/guin%C3%A9-equatorial-condena-mais-de-130-por-tentativa-de-golpe-de-estado/a-49002439>

RFI, « Guinée équatoriale : un opposant arrêté au Tchad », 16/04/2019,

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190416-guinee-equatoriale-opposant-arrete-tchad>

Jeune Afrique, « Guinée équatoriale : premier jour du procès du « coup d'état » présumé de 2017 », 22/03/2019,

<https://www.jeuneafrique.com/753228/societe/guinee-equatoriale-premier-jour-du-proces-du-coup-detat-presume-de-2017/>

Jeune Afrique, « Guinée équatoriale : le principal parti d'opposition porte plainte contre le gouvernement », 12/03/2019,

<https://www.jeuneafrique.com/747899/politique/guinee-equatoriale-le-principal-parti-dopposition-porte-plainte-contre-le-gouvernement/>

VOA, « L'opposition équato-guinéenne réduite à néant », 26/02/2019,
<https://www.voaafrique.com/a/l-opposition-r%C3%A9duite-%C3%A0-n%C3%A9ant/4804161.html>

Jeune Afrique, « Guinée équatoriale : purge au sein du PDGE, le parti au pouvoir », 04/11/2018,
<https://www.jeuneafrique.com/657978/politique/guinee-equatoriale-purge-au-sein-du-pdge-le-parti-au-pouvoir/>

Africanews, « Equatorial Guinea court upholds opposition ban, jail terms », 05/05/2018,
<https://www.africanews.com/2018/05/08/equatorial-guinea-court-upholds-opposition-ban-jail-terms/>

Cameroon-Info.net, « Tentative de « coup d'Etat » en Guinée équatoriale : Malabo déplore un « manque de solidarité en Afrique » », 21/04/2018,
<http://www.cameroon-info.net/article/tentative-de-coup-detat-en-guinee-equatoriale-malabo-deploire-un-manque-de-solidarite-en-afrique-320562.html>

RFI, « Putsch avorté en Guinée équatoriale : Malabo accuse trois autres Français », 21/03/2018,
<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20180321-putsch-avorte-guinee-equatoriale-malabo-accuse-trois-autres-francais>

Jeune Afrique, « « Coup d'État » manqué en Guinée équatoriale : plusieurs Français accusés par Malabo », 20/03/2018,
<https://www.jeuneafrique.com/543984/politique/coup-detat-manque-en-guinee-equatoriale-plusieurs-francais-accuses-par-malabo/>

Le Monde, « L'étonnant suspect français du « putsch » manqué en Guinée équatoriale », 15/03/2018,
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/15/l-etonnant-suspect-francais-du-putsch-manque-en-guinee-equatoriale_5271269_3212.html

RFI, « Putsch avorté en Guinée équatoriale : un ressortissant français mis en cause », 11/03/2018,
<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20180311-putsch-avorte-guinee-equatoriale-francais-mis-cause>

Cameroon-Info.net, « « Coup d'Etat » manqué en Guinée équatoriale : la justice désigne les exécutants », 10/03/2018,
<http://www.cameroon-info.net/article/coup-detat-manque-en-guinee-equatoriale-la-justice-designe-les-executants-317250.html>

Jeune Afrique, « « Coup d'État » manqué en Guinée équatoriale : la justice désigne les exécutants », 10/03/2018,
<https://www.jeuneafrique.com/541174/politique/coup-detat-manque-en-guinee-equatoriale-la-justice-designe-les-executants/>

Le Monde, « En Guinée équatoriale, la justice dissout le principal parti d'opposition », 27/02/2018,
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/27/en-guinee-equatoriale-la-justice-dissout-le-principal-parti-d-opposition_5263269_3212.html

Cameroon-Info.net, « Cameroun - Coup d'Etat manqué de la Guinée équatoriale : Les opposants du Président Theodoro Obiang Nguema ont conclu un accord de 5 milliards de FCFA avec le putschiste arrêté au Cameroun », 06/02/2018, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-coup-detat-manque-de-la-guinee-equatoriale-les-opposants-du-president-theodoro-obiang-315156.html>

Cameroon-Info.net, « Cameroun - Coup d'Etat manqué en Guinée équatoriale: La police restitue l'argent du putschiste arrêté », 05/02/2018, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-coup-detat-manque-en-guinee-equatoriale-la-police-restitue-largent-du-putschiste-arrete-315048.html>

Cameroon-Info.net, « Cameroun - Coup d'Etat manqué en Guinée équatoriale : les arrestations se poursuivent à Kye-Ossi (Sud) », 30/01/2018, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-coup-detat-manque-en-guinee-equatoriale-les-arrestations-se-poursuivent-a-kye-ossi-sud-314598.html>

VOA, « Limogeages en série après le "coup d'Etat" déjoué en Guinée équatoriale », 25/01/2018, <https://www.voaafrique.com/a/limogeages-en-serie-dans-le-gouvernement-equato-guineen-apres-le-coupr-d-etat-dejoue/4224781.html>

RFI, Guinée équatoriale : le Tchad nie tout rôle du président Déby dans le putsch manqué, 18/01/2018, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20180118-guinee-equatoriale-tchad-nie-role-president-deby-putsch-manque>

France 24, « Obiang : « La tentative de coup d'État en Guinée équatoriale a commencé en France » », 17/01/2018, https://www.youtube.com/watch?v=_hLFUHsbNIg

Jeune Afrique, « Putsch déjoué en Guinée équatoriale : qui sont les « chiens de guerre » arrêtés par Malabo ? », 16/01/2018, <https://www.jeuneafrique.com/510460/politique/putsch-dejoue-en-guinee-equatoriale-qui-sont-les-chiens-de-guerre-arretes-par-malabo/>

Jeune Afrique, « Putsch déjoué en Guinée équatoriale : les commanditaires présumés désignés par Malabo », 16/01/2018, <https://www.jeuneafrique.com/mag/509819/politique/putsch-dejoue-en-guinee-equatoriale-les-commanditaires-presumes-designes-par-malabo/>

Cameroon-Info.net, « Cameroun - Coup d'Etat manqué en Guinée Equatoriale : Un matériel de guerre découvert dans la région du Sud », 12/01/2018, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-coup-detat-manque-en-guinee-equatoriale-un-materiel-de-guerre-decouvert-dans-la-312873.html>

Jeune Afrique, « Guinée équatoriale : la tentative de « coup d'État » organisée en France, selon Malabo », 11/01/2018, <https://www.jeuneafrique.com/509045/politique/guinee-equatoriale-la-tentative-de-coup-detat-organisee-en-france-selon-les-malabo/>

RFI, « Mahamat Kodo Bani, cerveau présumé du «coup d'Etat» déjoué en Guinée équatoriale », 07/01/2018, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20180107-tchad-portrait-mahamat-kodo-bani-guinee-equato-tentative-coup-etat>

Jeune Afrique, « Guinée équatoriale : une soixantaine de Tchadiens interpellés après la tentative de « coup d'État » », 05/01/2018,
<https://www.jeuneafrique.com/507513/politique/guinee-equatoriale-une-soixantaine-de-tchadiens-interpelles-apres-la-tentative-de-coup-detat/>

RFI, « Présumé coup d'Etat en Guinée équatoriale : le Tchad dans l'embarras », 05/01/2018,
<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20180105-guinee-equatoriale-tchad-malabo-cameroun-coup-etat>

Jeune Afrique, « Guinée équatoriale : la tentative de coup d'État confirmée par les autorités », 03/01/2018,
<https://www.jeuneafrique.com/507067/politique/la-tentative-de-coup-detat-en-guinee-equatoriale-confirmee-par-les-autorites/>

Jeune Afrique, « Guinée équatoriale : tentative de coup d'État déjouée contre Obiang Nguema », 29/12/2017,
<https://www.jeuneafrique.com/505944/politique/guinee-equatoriale-tentative-de-coup-detat-contre-obiang-nguema-selon-malabo/>

Cameroon-Info.net, « Cameroun : Coup d'Etat manqué en Guinée Equatoriale ? l'armée camerounaise met aux arrêts des présumés mercenaires », 28/12/2017,
<http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-coup-detat-manque-en-guinee-equatoriale-larmee-camerounaise-met-aux-arrets-des-presumes-mercenaires-311556.html>

RFI, « Guinée équatoriale : des opposants du parti Citoyens pour l'innovation arrêtés », 28/12/2017,
<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20171227-guinee-equatoriale-arrestations-opposants-citoyens-innovation>

RFI, « Guinée équatoriale : le parti du président remporte les élections haut la main », 19/11/2017,
<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20171119-guinee-equatoriale-le-parti-president-remporte-elections-haut-main>